

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2016)

Heft: 2125

Artikel: Attention : imbrolios monétaires en Suisse : Jean-Christian Lambelet signe un livre très personnel sur "La politique de la Banque nationale et sa fortune"

Autor: Jaggi, Yvette

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023426>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

les bases mêmes de la création de richesse.

Troisième illustration: la mobilité. La Suisse persiste à investir des dizaines de milliards dans les infrastructures routières comme si, au cours des prochaines décennies, son volume allait continuer de croître de manière continue – comme si la nature de la mobilité n’allait pas changer de manière radicale. Or les études montrant que la mobilité douce crée beaucoup plus d’emplois que la construction d’axes routiers et le percement de tunnels ne manquent pas. Ainsi l’OCDE, une institution

intergouvernementale pas particulièrement verte, a publié en 2002 déjà une [étude](#) montrant les avantages d’une mobilité douce en termes de qualité de vie et de protection de l’environnement. Le scénario de la mobilité douce – respect des engagements européens de protection de l’environnement d’ici 2030 (lutte contre le bruit et la pollution de l’air, protection des sols et du climat) – ne conduirait pas à une diminution de l’emploi par rapport à un scénario de laisser-faire. De plus il réduirait de 80% les coûts externes du trafic motorisé (accidents, pollution,

bruit en particulier), coûts qui bien entendu viennent grossir le PIB! En outre, la mobilité douce contribue à la relocalisation de l’économie et atténue les disparités régionales. A garder en mémoire lorsque des grands travaux d’équipement routier nous sont vendus au prétexte de stimuler la croissance.

Ces trois exemples n’épuisent pas la transition vers une économie du bien-vivre ([DP 2113](#)). Mais ils pourraient constituer les premiers pas dans cette direction, sur des dossiers où la Suisse est en train d’enclencher la marche arrière.

Attention: imbroglions monétaires en Suisse

Jean-Christian Lambelet signe un livre très personnel sur «*La politique de la Banque nationale et sa fortune*»

Yvette Jaggi - 13 juin 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29464>

«*Croyez-le ou non, mais tout dans [ce livre](#) a été fait en dix semaines.*» Belle performance d’auteur réalisée en tout juste le double de temps qu’il aura fallu à Jean-Christian Lambelet pour mener, il y a 20 ans, une campagne électorale «*aussi harassante qu’interminable*» dont il garde un souvenir amer.

Privé de Conseil d’Etat vaudois par un «[pasteur communiste](#)» dont il ne prononce pas le nom, le professeur Lambelet revient alors définitivement à son sujet de prédilection, l’économie monétaire, incarnée par l’institution qui le fascine, la

[Banque nationale suisse](#) (BNS). La matière du livre dépasse largement son titre, *Le franc fort*, qui accroche par son actualité.

En décembre 2015, il s’installe au clavier. Dès février dernier, il met en circulation restreinte un manuscrit original sur les rapports qu’entretient la Suisse, population et autorités réunies, avec sa monnaie, ses réserves d’or et de devises, sa propre souveraineté et, bien sûr, sa très honorée Banque nationale. L’institution contribue à l’image de la patrie du franc et fournit, sauf

exception, année après année d’appréciables bénéfices répartis entre la Confédération pour un tiers et les 26 cantons pour le reste.

Féru d’histoire, l’auteur fait de nombreux allers et retours entre le présent et le passé récent. D’où il résulte que les mêmes situations et «*péripéties conjoncturelles*» se répètent invariablement: seules varient la périodicité et l’ampleur des épisodes ainsi que la correction éventuellement apportée.

En 1978, la surévaluation du franc par rapport au dollar et

au mark était plus spectaculaire que celle qui a déclenché l'instauration du taux plancher vis-à-vis de l'euro en 2011, délimitation brusquement abolie le 15 janvier 2015. Une suppression qui n'a pas éliminé toute intervention de la BNS pour contrecarrer la tendance du franc suisse à s'apprécier, comme en témoigne le gonflement des réserves de change de la BNS au cours de l'an dernier, qui sont passées de 469 à 560 milliards de francs (588 milliards à fin avril 2016).

Approche personnelle

L'économie monétaire est une science non exacte, dont la pratique et l'étude sont fortement influencées par les opinions et les personnes. Jean-Christian Lambelet a ses têtes et ne s'en cache pas.

Ainsi, avec un mélange de reproche et d'envie, il rappelle que, par un simple cahier de recherche, son «*collègue et néanmoins ami*» Thomas von Ungern-Sternberg a déclenché en 1996 toute la polémique sur l'or excédentaire de la BNS. Cette vaste controverse a débouché finalement sur une vente à motivation politique de 13'000 tonnes du précieux métal entre 2000 et 2005 au prix de 15'600 francs le kilogramme - alors que la BNS en liquidait de sa propre initiative 250 tonnes supplémentaires entre 2007 et 2008, au prix moyen de 27'000 francs le kilo. Les 21 milliards produits par la première vente voulue par les autorités

fédérales ont profité aux cantons tandis que les 5,6 milliards de la seconde, spontanément organisée par la BNS, sont passés dans ses réserves monétaires.

Sur les quelque sept présidents de la direction de la BNS en poste dans les quarante dernières années, deux seulement semblent avoir eu le [calibre requis](#), soit Félix Leutwyler (1974-1984) et Jean-Pierre Roth (2003-2009). Côté chefs économistes, c'est le premier d'entre eux, Kurt Schiltknecht, «*le seul monétariste jamais inscrit à un parti socialiste*», qui a droit aux plus vifs éloges, y compris sans doute pour ses articles paraissant régulièrement dans la *Weltwoche*. Autre chroniqueur fidèle de l'hebdomadaire proche de l'UDC, Peter Bodenmann, ancien président du PSS, recueille en revanche une volée de bois vert pour le caractère simpliste de ses recettes: «*A l'entendre, la BNS n'aurait qu'à intervenir constamment pour protéger l'emploi en Suisse!*»

Mais le professeur Lambelet ne fait pas seulement dans l'appréciation des personnes. Son livre retient aussi l'attention par l'efficace originalité de sa présentation: une quarantaine de courts textes illustrés de tableaux compréhensibles, complétés par un appendice technique destiné aux spécialistes.

Autre surprise: le renoncement à la bibliographie usuelle dans tout ouvrage académique, remplacée par la liste

alphabétique des seize personnes, toutes francophones, qui ont d'une manière ou d'une autre contribué au travail de l'auteur. Lequel tient à assumer chaque mot ou chiffre et le précise en dernière ligne de son livre (p. 173): «*Tout dans cet ouvrage n'engage que ma responsabilité.*»

A noter aussi la simplicité et la transparence des méthodes d'analyse et de prévision de Jean-Christian Lambelet. Il détaille ses exigences, énumère les conditions de validité, livre les clés de ses raisonnements, donne le détail de ses calculs personnels que tout incrédule peut vérifier moyennant des connaissances en économétrie.

Risques identifiés et calamité sans précédent

Les séries statistiques, intéressantes en elles-mêmes, gagnent en valeur explicative et prédictive quand on les confronte pour établir des corrélations. C'est ainsi que, pour les années 1991 à 2015, la croissance à court terme et les fluctuations conjoncturelles, mesurées par les taux de croissance annuels du produit intérieur brut en termes réels, résultent de quatre déterminants distincts. Classés par ordre décroissant d'importance, ces facteurs sont les suivants: la conjoncture dans les pays de l'OCDE (37%), les gains structurels de l'économie suisse par rapport à ceux des autres économies de la même OCDE (24%), l'évaluation du franc au regard des autres monnaies de

référence (20%) et enfin les divers chocs aléatoires et événements par nature imprévisibles (environ 20%).

Voilà qui remet les choses en place, mais n'aide pas vraiment à prévoir les conditions de vie de la Banque nationale dans les 12 à 24 mois à venir. Même si l'inflation ne semble pas menacer, la stabilité des prix demeure l'objectif prioritaire assigné par la loi à la BNS. Quant à la déflation, dont certains pressentent la survenance secrètement visée par la Banque centrale européenne, elle ne devrait pas développer des effets catastrophiques du type crise des années 30, même si les taux négatifs d'inflation devaient dépasser durablement les 2% qu'ils n'ont pas atteints, ni en Suisse ni dans les alentours du moins.

En revanche, pas de doute sur un point: *«Le niveau actuel des taux d'intérêts à court et long terme est une calamité sans précédent, pas encore pleinement reconnue comme telle.»*

Et le professeur Lambelet d'expliquer en onze points les risques courus dont on repère les principaux: les banques ne veulent plus prendre de risques; les caisses de pension et autres institutions à base de capitalisation sont frappées de plein fouet; les collectivités tendent à s'endetter sans penser au retournement qui surviendra tôt ou tard; les banques centrales acceptent de servir d'oreiller de paresse pour les gouvernements; des

«propositions extravagantes» se glissent dans le débat - à commencer par le projet irréaliste d'imposer *«l'argent plastique»* en lieu et place du paiement en espèces, sous prétexte que le *cash* traditionnel peut servir de véhicule financier pour toutes les corruptions et autres affaires souterraines, notoirement facilitées par les grosses coupures.

Encouragées par les politiciens et leurs électeurs, *«qui craignent comme la peste le moindre fléchissement de conjoncture»*, les banques centrales et internationales émettent à tour de bras, pour relancer les économies languissantes, investisseurs et consommateurs confondus. Alors que ces institutions devraient s'appliquer, selon Jean-Christian Lambelet, à normaliser les taux d'intérêt.

Bref, les yeux vissés sur les ventes des véhicules à moteur et des grandes surfaces, elles privilégient le court terme sur le long terme, elles assurent *«le triomphe de l'autruche»*.

Manne tranquille au lieu de fonds souverain

Il incombe évidemment à la sage BNS de résister aux facilités contemporaines et de garder les yeux fixés sur la ligne d'horizon, celle du moyen terme à tout le moins. L'institution ne manque pas d'atouts à cette fin.

Certes, il est difficile pour un petit pays, nain au sens du PIB total sinon par habitant, de mener une politique de géant

autonome. Mais la Suisse se montre ultra-compétitive, même au temps du franc fort. Et ses réserves de change représentent le taux record - dépassé uniquement par la *«ville-Etat»* de Hong Kong - de 86% du PIB nominal, contre un faible 5% dans la zone euro et un minuscule 0,7% aux Etats-Unis.

Aux yeux du farouche défenseur du libéralisme qu'est Jean-Christian Lambelet, cette relative solidité de la Suisse et de sa banque centrale recèle un risque majeur. En effet, les fabuleuses réserves de change constituent une masse de manœuvre que les politiciens pourraient avoir envie d'entamer, par exemple pour créer un fonds souverain. Une idée trop séduisante pour être juste, exécutée en trois coups secs.

Primo, la Suisse ne dispose pas d'une ressource naturelle épuisable, du type pétrole par exemple, dont on puisse utiliser les revenus présents pour financer la création de valeurs d'avenir. Deuxièmement, les fameuses réserves de la BNS constituent de fait, sinon de droit, un fonds souverain à gérer selon les principes avérés de prudence, de diversification et de neutralité, en évitant les *«risques inconsidérés et le favoritisme toxique»*. Enfin, ces réserves jouent présentement le rôle d'une *«manne tranquille»* qu'il faudrait pouvoir activer en cas d'isolement de la Suisse, au pire des cas de *«rupture dommageable avec l'UE»*.

Dans sa concision, l'argumentaire frappe juste, dénonçant le caractère illusoire de l'éventuelle création d'un fonds souverain, particulièrement inapproprié dans le cas de la Suisse.

Sauf que l'idée de cet instrument fondamentalement nuisible garde tout son pouvoir de séduction, par-delà les clivages idéologiques, comme on a pu encore le vérifier tout récemment avec les opinions concordantes émises par deux personnalités d'horizons opposés. Dans une interview

donnée au *Tages-Anzeiger*, [Stéphane Garelli](#), professeur à l'IMD, propose de financer des infrastructures, telles qu'écoles et hôpitaux, à l'aide du fonds souverain de fait – sinon de droit – domicilié à la BNS. Et voici que cette tocade, fort mal accueillie par les lecteurs du grand quotidien zurichois, reçoit l'appui de principe de [Peter Bodenmann](#) qui tient l'idée du professeur Garelli pour «*une perche tendue à la gauche*», en conclusion de son algarade adressée aux dirigeants du PSS, accusés d'immobilisme face à l'anémie économique présente.

Opinion contre opinion, le professeur Lambelet s'acharne à défendre les belles réserves de change de la BNS contre les convoitises des politiciens – et contre les fantaisies des professeurs et autres chroniqueurs. Dans le relatif mélange actuel de désarroi et d'activisme, les responsables de la banque centrale suisse sont appelés à tenir plus fermement que jamais le cap donné par le législateur et à éliminer l'un après l'autre les avatars d'un fonds souverain à l'helvétique.

Commerce international et réfugiés, les contradictions d'un monde globalisé

Johann Schneider-Amman à Téhéran: business et intérêts stratégiques

Invité: Adrien Fontanellaz - 07 juin 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29444>

Entrée dans sa phase finale en [2013](#) à Genève, la négociation multilatérale en vue d'éviter le développement d'un armement nucléaire en Iran s'est conclue en [2015](#) à Vienne. Les sanctions qui frappaient cet Etat sont en voie d'être levées.

Et dans un monde où la compétition entre Etats se joue aussi dans l'obtention d'un accès privilégié à de nouveaux marchés, les contacts de haut niveau entre délégations politico-économiques occidentales et iraniennes se multiplient.

La récente [visite en Iran](#) du président de la Confédération, à la tête d'une délégation d'hommes d'affaires suisses, paraît donc tout à fait opportune. Les contrats à venir seront bienvenus pour des entreprises exportatrices durement touchées par le franc fort et un contexte économique mondial largement morose.

Si, *a priori*, tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes, il convient de prendre en considération une série de facteurs géopolitiques dont les effets n'épargnent pas la Suisse, dans un contexte où

une autre globalisation, celle des conflits, répond à celle plus souvent évoquée de l'économie.

S'il est de notoriété publique que, par son soutien au régime de Bachar el-Assad, l'Iran joue un rôle majeur dans la guerre civile syrienne, l'étendue de cette implication reste largement sous-estimée et prend plusieurs dimensions.

Sur le plan militaire, au nombre déjà important de conseillers de la force Al-Qods du Corps des gardiens de la révolution islamique – les célèbres Pasdarans – présents